

Vue sur l'actualité

REFLEXION d'un militant de la section PS de BOLLWILLER 20 janvier 2008

« Le drame pour faire très court, c'est que la France a vraiment besoin de réformes. Il faut que les politiques aient le courage de les faire, mais jamais comme aujourd'hui, les réformes n'ont été conduites pour préserver les riches et imposer les sacrifices au monde du travail et à la petite classe moyenne. Cela à mon avis ne peut pas réussir. »

A propos du Président

Ce que l'on peut dire c'est que la communication tient lieu de politique et que la réaction de l'opinion publique et surtout le résultat des sondages, font changer cette politique pour essayer de coller à l'opinion. Un grand philosophe Vincent Cespedes cite à propos du Président un chansonnier et écrit que le Président a compris mieux que quiconque que « *l'important ce n'est pas ce qu'on dit, c'est de le dire à la télévision* ». Ce même philosophe dit que notre président possède un art inégalé pour donner aux gens à qui il s'adresse, l'impression qu'ils ne croient en rien. Il a l'art de discréditer, non pas les convictions de l'adversaire, mais sa capacité à avoir des convictions.

Au milieu de toutes ses déclarations, je relève quelques idées qui sont absolument justes mais qui sont appliquées de façon perverse. Et si on n'adhère pas à ce comportement pervers, on est traité par le président et ceux qui nous gouvernent comme opposé aux réformes, antimoderniste, et naturellement conservateur.

Exemple : il faut faire davantage pour les nombreuses personnes qui sont atteintes de la **maladie d'Alzheimer**, alors on instaure les franchises médicales, c'est-à-dire que tous les malades paient 0,50 € par boîte de médicament jusqu'à concurrence de 50 € par an. Sont compris aussi dans ce chiffre, les 2 € que doivent payer tous les malades qui se font emmener par ambulance à l'hôpital. Certes, 50 € par an ne représentent pas une fortune, mais est une grosse somme pour les gens qui ont peu de moyens et qui sont malades. Cette pratique remet en cause fondamentalement le principe de la sécurité sociale qui remonte à 1945 où le Conseil national de la résistance et De Gaulle, ont émis l'idée que la SS c'est : **chacun paie selon ses revenus et est soigné selon ses besoins**. S'il faut augmenter les capacités de la SS parce que les gens vieillissent davantage, cela doit se faire par des prélèvements supérieurs et des économies et non par l'imposition à une catégorie donnée, surtout qu'en l'occurrence, ce sont les malades qui paient pour d'autres malades, ce qui aussi est opposé à l'inspiration fondamentale de la SS.

Autre exemple : **il faut travailler plus pour gagner plus**. Chacun sait que les métiers les plus difficiles sont les plus mal rémunérés. La majorité de ceux qui sont au bas de l'échelle sociale sont dans ce cas et ne peuvent pas augmenter de façon habituelle leur temps de travail car ils ont besoin d'un repos compensateur légitime. On va même plus loin puisque les heures supplémentaires sont défiscalisées pour les travailleurs

mais ne rentrent pas dans le calcul des retraites, ce qui est bien sûr un très mauvais calcul sur le long terme pour le monde du travail.

Comme le gouvernement exonère aussi les patrons des charges sociales sur ces heures supplémentaires, le déficit déjà immense de la SS ne fait que s'agrandir. D'autant plus que cela est la porte ouverte à la suppression du temps légal de travail qui est un pilier immuable de la législation sociale. Vendredi dernier nous avons (heureusement) connu la première grève des caissières de grand magasins car celles qui travaillent à temps plein sont pour beaucoup en dessous du SMIG et la grande majorité est à des horaires variables plusieurs fois par semaine et nettement en dessous du temps légal avec des salaires qui tournent entre 600 et 700 euros.

Cette façon de faire laisse complètement dans l'ombre un des problèmes structurel majeur de nos sociétés, à savoir que **l'augmentation annuelle des salaires** tourne autour de 2,5 à 3% en moyenne mais que le revenu financier des actionnaires tourne autour de 15%. Alors la belle formule « il faut rétablir la valeur travail » sonne faussement quand ceux qui quotidiennement créent la richesse par leur savoir, leur sueur, et leur stress touchent en moyenne 5 fois moins que ceux qui possèdent le capital.

Beaucoup de choses seraient à dire sur **la laïcité**, je me contente pour le moment de dire que la formule qu'un instituteur ne peut jamais faire ce que fait un curé, sonne curieusement dans la France laïque. De même quand il dit « *au bout du compte, l'espérance dans un au-delà meilleur est un facteur d'apaisement et de consolation pour la vie d'aujourd'hui* ». On voit à quoi pensent une série de gens qui avec raison ne veulent pas d'une religion consolatrice du peuple.

Mesures injustes

Plusieurs milliers de contribuables, parmi les plus riches, ont touché (par un chèque envoyé par le fisc) 50.000 euros en moyenne grâce au bouclier fiscal, ils se partagent une part du bouclier fiscal qui a eu des effets rétroactifs. Pendant le même temps tous les autres payent les franchises médicales et des prix de plus en plus élevés dans différents domaines de la consommation et de la fiscalité. Le bouclier fiscal était fait entre autres pour que les plus riches ne s'installent pas fiscalement en Suisse, au Luxembourg où ailleurs. Jusqu'à ce jour on n'a pas connaissance d'un grand riche qui est revenu au pays. Un grand économiste dit : Ils reviendront si on leur donne la garantie que le président actuel reste au moins 50 ans au pouvoir en France.

- Les intérêts, dividendes et plus-values financières, sont de plus en plus détaxés et la fiscalité repose de plus en plus sur le travail.
- La dérive de la dette est en hausse de 35 milliards d'euros depuis mai, elle atteint désormais 1175 milliards d'euros (65% du PIB).
- A Dakar, parlant de l'homme africain, Sarkozy dit qu'il a : « un besoin de croire plutôt que de comprendre, de ressentir plutôt que de raisonner, d'être en harmonie plutôt qu'en conquête ».

- Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 10 août fixant des peines planchers pour les récidivistes, un parapluie volé dans une voiture ? Deux ans de prison ferme. Pendant ce temps la poursuite contre la fraude en col blanc est quasi annulée.
- Pratiquer les tests ADN, c'est admettre que la famille ne vaut que par le lien biologique, et considérer que seul le sang lui donne sens. C'est nier l'existence de cultures différentes.
- Les drames vécus par les sans papiers, les familles déchirées, les gens expulsés dans des conditions inacceptables. A Sangatte on a supprimé le hangar d'hébergement, mais les gens qui veulent aller en Angleterre sont toujours aussi nombreux. Le drame c'est qu'ils n'ont rien, même pas un lieu pour faire leurs besoins. Heureusement que des associations les aident un peu.
- La volonté de démanteler progressivement la législation du travail est forte ; heureusement que les syndicats résistent, dans une certaine unité.
- La mondanisation de la vie politique, en étalant la vie personnelle sur la place publique et en instrumentalisant la vie sentimentale, enlève la dignité au débat politique et à la fonction de président de la République.

Espérons qu'assez de gens se rendent compte dans quelle situation nous sommes et que la prise de conscience individuelle et collective progressera encore. Les réformes, oui il faut en faire et les changements indispensables doivent commencer par le haut pour aller du haut vers le bas. Mais tant que les stocks options, rapporteront des sommes démesurées, que les patrons du CAC 40 gagneront des dizaines de fois ce que gagne un travailleur, que la perte d'emploi peut arriver à n'importe quel moment, y compris dans des entreprises qui font des bénéfices importants, la confiance des gens ordinaires n'existera heureusement pas. Ceux qui nous gouvernent savent qu'ils se trompent quand ils feignent de croire que le capitalisme financier se régulera par lui-même. La négociation doit rester entre ceux qui travaillent et ceux qui apportent les moyens financiers pour un partage plus équitable de la richesse produite. Mais pour que cela soit possible et efficace, y compris en dehors des périodes de crises et de conflits, la puissance publique doit jouer son rôle de régulation des marchés financiers. En plus l'orientation de la politique européenne doit aller vers une politique économique commune, sinon la mondialisation libérale nous subjuguera et les incantations de notre président et du gouvernement n'y changeront rien.